

Le Mali refuse le Paissez-passer européen et appelle les compagnies aériennes à ne pas les accepter / Mali refuses EU-Laissez-passers and calls airline companies not to accept them

[EN] below

Voici le refus de Laissez-passer européen de l'Etat Malien 29 dec. 2016 avec lequel deux migrants en provenance de France ont été renvoyés par le même vol à l'aéroport international de Bamako.

MINISTRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE
ET DE LA COMMUNICATION

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE DU MALI**

Deux (02) personnes, détentrices de laissez-passer européens sont arrivées à Bamako par les vols *Alge Azur ZI 521* et *Air France AF 386*, le mercredi 28 décembre 2016, aux environs de 20 heures. Les services maliens de sécurité ont pris à leur rencontre des mesures de reconduite aux frontières. Elles ont, par conséquent été remises dans les mêmes avions et ont quitté le territoire malien.

Le Gouvernement de la République du Mali, de tout temps, a clairement indiqué à nos partenaires européens, son opposition à l'usage de laissez-passer européens pour expulser nos compatriotes ou des personnes présumées maliennes.

Cette utilisation de laissez-passer européen est contraire aux conventions internationales et ne permet au Mali ni d'apporter toute l'assistance nécessaire à nos compatriotes, ni d'empêcher l'expulsion vers le Mali de non maliens ni surtout de veiller que nos compatriotes ne soient maltraités, que tous leurs droits soient respectés et leur dignité préservées.

Le Gouvernement de la République du Mali qui ne saurait en aucun cas accepter que des personnes, simplement présumées maliennes, puissent être expulsées vers le Mali sur la base d'un tel document précise à nouveau que seul le passeport ou le laissez-passer malien donne droit à l'accès au territoire malien.

Le Gouvernement de la République du Mali, invite par conséquent les compagnies aériennes à ne pas admettre à bord de leurs avions à destination du Mali les personnes détentrices du laissez-passer européen sous peine de reconduite aux frontières par les mêmes vols.

Toutes ces dispositions déjà notifiées, seront rappelées à l'ensemble de nos partenaires par les voies appropriées.

Bamako le 29 décembre 2016

P/Le Gouvernement,



**Le Ministre de l'Economie Numérique et de la Communication,
Porte Parole du Gouvernement,**



(en-dessous copie du Laissez-passer Européen)

Communiqué Association Malienne des Expulsés

[L'utilisation du laissez-passer européen par certains pays européens constitue une violation de la Convention de Vienne](#)

vendredi 6 janvier 2017

Le mercredi 28 décembre 2016 les services de sécurité maliennes (Police des Aïrs et des Frontières) ont procédé au refoulement de deux personnes arrivées au Mali le même jour par les vols Aigle Azur ZI 521 et Air France AF 386. Ces deux personnes supposées être des maliens étaient détentrices de laissez-passer européens comme document de voyage alors que ces documents n'ont aucune base juridique et légale.

L'utilisation du laissez-passer européen par certains pays européens constitue une violation de la Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires dans la mesure où ces migrants expulsés vers le Mali n'étaient pas accompagnés par des documents délivrés par les services consulaires de la République du Mali.

Pour rappel, le gouvernement du Mali à travers le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale avait déjà mis en garde les autorités françaises contre l'utilisation des laissez-passer européens. Une note verbale a été émise dans ce sens le 27 juin 2015 et prévoyait le renvoi systématique par les mêmes vols des personnes expulsées au Mali et ne possédant pas de documents délivrés par le Consulat du Mali.

L'Association Malienne des Expulsés (AME) se réjouit et félicite le gouvernement de la République du Mali pour le refoulement vers la France des deux personnes expulsées au Mali. L'AME exhorte le gouvernement et l'encourage de continuer à œuvrer pour le respect des droits des migrants et pour une relation franche entre les deux Etats.

L'AME invite les Etats membres de l'Union Européenne à renoncer à l'utilisation des laissez-passer européens et le gouvernement Malien à mettre fin sans délais aux opérations d'identification de nos compatriotes en Europe.

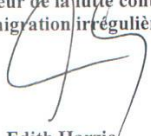
Enfin, l'AME s'interroge sur le sort des migrants expulsés sur la base du laissez-passer européen et qui vivent actuellement au Mali.

Le Président
Ousmane DIARRA

L'Association Malienne des Expulsés et All Included sont membres de [Afrique-Europe Interact](#)

Afrique-Europe-Interact est un petit réseau, constitué début 2010, organisé au niveau transnational. Participent à ce réseau des activistes de base, venant pour la plupart du Mali, du Togo, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hollande ; parmi eux, de nombreux réfugiés, migrants et expulsés organisés de façon autonome.

Observatoire de la Société Civile Ouest Africaine sur le Plan d'Action de la Valette: [Déclaration de dix ONGs de dix pays de l'Afrique de l'Ouest](#)

 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	FRANCE	
DOCUMENT DE VOYAGE VALABLE POUR UN SEUL VOYAGE DE FRANCE AU MALI		
Valid for one journey from.....to..... / Gültig für die einmalige Reise von...nach...		
Date de départ : 31 AOÛT 2016 Departure date / Abfahrtsdatum		
N° d'enregistrement : 9403074832/MA/75/2016/N°33 Registration n°/ Reg. NR		
Nom : COUMBALY Name/Name		
Prénom : Mamadou Given name/ Vorname		
Date de naissance : Né le 12/08/1980 à Abidjan (Côte d'Ivoire) Date of birth/ Geburtsdatum		
Nationalité : Malienne Nationality/ Staatsangehörigkeit		
Adresse dans le pays d'origine (si connue) : Bamako Address in home country (if known) / Adresse im Heimatland (falls bekannt)		
Autorité de délivrance : Ministère de l'Intérieur- Direction générale des étrangers en France Issuing authority/ Ausstellende Behörde		
Lieu de délivrance : Paris Issued at / Ausstellungsort		
Date de délivrance : le 23/08/2016 Issued on / Ausstellungsdatum		
Signature : Signature / Unterschrift	 Edith Harzic	
Observations : <u>Ce document de voyage a été établi dans le cadre d'une procédure d'éloignement du territoire français.</u> <u>En annexes, la copie du passeport malien N° B0710327 valable du 17/07/2013 au 17/07/2018 établi au nom de M. Mamadou COUMBALY, fils de M. Mamadou COUMBALY et de Mme Sissou SOUKOU ainsi que la copie de l'acte de naissance N°10.753/21/B/80 de M. Mamadou COUMBALY délivré le 25/08/1980 par la Mairie de la ville d'Abidjan et la copie de la transcription de l'extrait d'acte de naissance N° 1084/CGMA/CI délivrée le 21/08/1980 par le Consulat Général du Mali à Paris, Côte d'Ivoire.</u> Remarks / Bemerkungen		
Tampon de départ : Departure stamp/ Abfahrtsstempel	Tampon d'arrivée : Arrival Stamp/ Ankunftsstempel	
1. <u>This travel document is property of the Republic of France-Ministère de l'intérieur-Direction générale des étrangers en France-Direction de l'immigration (Ce document de voyage est la propriété de l'Etat français).</u> 2. <u>After use, or in case of loss or theft, this document (and its annexes), shall be sent to the nearest consular or diplomatic mission. (Après utilisation, ou en cas de perte ou de vol, ce document (et ses annexes) doit être remis à la représentation consulaire ou diplomatique française la plus proche).</u>		

[EN]

Mali/EU: Two returnees sent back to France as Mali rejects EU laissez-passer document

On 29 December 2016, the Malian government produced a statement announcing its refusal to recognise the validity of the EU laissez-passer document used to return two of its citizens, who were sent back to France following their arrival in Bamako on 28 December 2016. The Malian authorities also invited air carriers to refrain from transporting its citizens on the basis of recognition of the validity of such documents, noting that they will be made to fly them back to Europe.

Statement by the Government of the Republic of Mali (29 December 2016)

Two (02) people, holders of European laissez-passer documents arrived in Bamako on Wednesday 28 December 2016 at around 8:00 p.m. on flights Aigle Azur ZI 521 and Air France AF 386. The Malian security services adopted measures to return them to the border. Consequently, they were placed on board of the same aeroplanes again and left the Malian territory.

For a long time, the Government of the Republic of Mali has clearly indicated to its European partners that it opposes the use of European laissez-passer documents to expel our compatriots or people who are presumed to be Malians.

This use of the European laissez-passer documents contravenes international conventions and does not enable Mali to lend the assistance which is required to our compatriots, nor to prevent the expulsion of non-Malians to Mali nor, especially, to ascertain that our compatriots are not mistreated, that all their rights are respected and their dignity is safeguarded.

In any case, the Government of the Republic of Mali could not accept that some people, who are merely presumed to be Malians, may be expelled to Mali on the basis of such a document, and clarifies again that only a passport or a Malian laissez-passer may provide a right of access to Malian territory.

Consequently, the Government of the Republic of Mali invites all air carriers not to allow people who are holders of European laissez-passer documents on board of their flights travelling to Mali, as they will returned to the border on the same flights.

All our partners will be reminded through the appropriate channels of all these provisions, about which they have already been notified.

Bamako, 29 December 2016

For the Government,

The Minister of Statistical Economy and Communications,
and Government Spokesman

Use of the European laissez-passer by certain European countries constitutes a violation of the Vienna Convention

Statement by the Association Malienne des Expulsés, 6 January 2017

On Wednesday 28 December 2016 the Malian security services (Air and Border Police) enacted the refoulement of two people who arrived in Mali on the same day in flights Aigle Azur ZI 521 and Air France AF 386. These two people who were presumed to be Malians were holders of European laissez-passer documents as travel documents although such documents do not have any legal and judicial basis.

The use of European laissez-passer documents by certain EU countries constitutes a violation of the Vienna Convention of 24 April 1963 on consular relations, insofar as these migrants expelled to Mali were not in possession of documents issued by the consular services of the Republic of Mali.

We recall that the Malian government, through the Ministry for Foreign Affairs, for African Integration and for International Cooperation, had already warned the French authorities against using European laissez-passer documents. A verbal note was issued to announce this on 27 June 2015, envisaging the systematic return using the same aeroplanes of people expelled to Mali without being in possession of documents produced by the Consulate of Mali.

The Association Malienne des Expulsés (AME, Malian Association of Expellees) welcomes this and congratulates the government of the Republic of Mali for these returns to France of the two people who were expelled to Mali. AME exhorts the government and encourages it to continue to act for the sake of respect for the rights of migrants and for a frank relationship between the two States.

AME invites the Member States of the European Union to give up on the use of European laissez-passer documents and for the Malian government to immediately put an end to its operations to identify our compatriots in Europe.

Finally, AME is concerned about the fate of migrants who have been expelled on the basis of European laissez-passer documents and who currently live in Mali.

The President
Ousmane DIARRA

Translations by Statewatch

The original versions of both statements (in French) are available on the Dutch website All Included, which also includes a copy of the European laissez-passer document issued by the French authorities, at: <http://www.allincluded.nl/posts/le-mali-appelle-compagnies-aeriennes-barrer-acces-aux-personnes-avec-laissez-passer-europeen/>

The website of the Association Malienne des Expulsés, <http://www.expulsesmaliens.info/> and the 6 January 2017 statement,

L'utilisation du laissez-passer européen par certains pays européens constitue une violation de la Convention de Vienne: <http://www.expulsesmaliens.info/L-utilisation-du-laissez-passer.html>

L'Association Malienne des Expulsés and All Included are members of [Afrique-Europe Interact](#)

Afrique-Europe-Interact is a small, transnationally organised network that was founded in early 2010. It consists of grassroots activists mainly from Mali, Togo, Germany, Austria and the Netherlands – many of them self-organised refugees, migrants and people who were deported.

Déclaration de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest sur le Plan d'action Valletta

Observatory of the West African Civil Society on the La Valletta Action Plan: [Declaration of ten NGO's from ten West-African countries](#)

<http://www.allincluded.nl/posts/le-mali-appelle-compagnies-aeriennes-barrer-acces-aux-personnes-avec-laissez-passer-europeen/>